

# Appel « jeunes » pour la journée du 17 octobre avec les chercheurs...

Category: Éducation

écrit par Pacco | 16 octobre 2014

Le désengagement financier de l'Etat depuis plusieurs années dans les universités enfonce les établissements dans une crise budgétaire de plus en plus profonde. Face à cette situation, il est incohérent de multiplier les exonérations fiscales à destination des entreprises et assécher les services publics plutôt que de financer celui de l'enseignement supérieur et par la même notre avenir. Miser sur la jeunesse était pourtant le pari du quinquennat de François Hollande

En annonçant un budget en stagnation pour les universités, le gouvernement ne répond pas à l'augmentation mécanique des charges des universités et l'accueil des nouveaux étudiants toujours plus nombreux. Partout nous faisons face à des TDs surchargés, des cours et des filières entières supprimés, des postes de personnels en moins, ou encore des cours en ligne qui remplacent des cours en présentiel.

Les conséquences des politiques d'austérité sont graves pour nos conditions d'études mais aussi pour le progrès social et professionnel du pays, et pour le développement des sciences et techniques. Entre pédagogie sacrifiée, modalités d'examens au rabais, volume horaire tronqué, c'est la qualité de nos formations et notre réussite qui sont remise en cause.

Dans la recherche, la politique élitiste de financement sur projet combinée à l'austérité budgétaire conduit à l'asphyxie des laboratoires, à la dégradation des conditions de travail et à une réduction drastique des embauches qui menace gravement les perspectives d'emploi des jeunes diplômés. Alors que les étudiants et les personnels subissent les coupes, le gouvernement offre 6 milliards d'euros par an sans

contrepartie aux entreprises avec le crédit d'impôt recherche. Seule une augmentation significative du budget de l'enseignement supérieur et notamment l'augmentation des dotations à l'égard des premiers cycles (licences), permettrait de stopper la dégradation de nos conditions d'études qui s'accroît aujourd'hui sur l'ensemble des sites universitaires. Ces nouvelles dépenses sont un investissement pour le futur dans une société de la connaissance afin que les jeunes puissent bâtir l'avenir du pays.

Les choix politiques du gouvernement mais également l'autonomie des établissements, qui consacre les pleins pouvoirs aux présidents d'université conduisent les universités à sacrifier l'accès et la réussite de tous au prix d'une course folle à la compétitivité internationale et à l'excellence pour quelques-uns. Ces dynamiques amènent les établissements à restreindre l'accès des jeunes à l'enseignement supérieur en sélectionnant les nouveaux bacheliers, mais aussi en laissant des centaines d'étudiants sur le carreau, faute de pouvoir s'inscrire dans la filière de son choix.

Mais cette situation n'est pas une fatalité : les étudiants ne se laissent pas faire ! Au début d'année, les étudiants de Paul Sabatier à Toulouse se sont mobilisés contre les conséquences des problèmes budgétaires. Aujourd'hui, ce sont les étudiants de Clermont Ferrand qui se mobilisent avec des AG à plus de 500 étudiants et des manifestations à 900. Les enseignants et les personnels se mobilisent aussi pour mettre fin aux contrats précaires et demander une embauche massive de personnels et d'enseignants dans l'enseignement supérieur. L'unité entre étudiants et salariés est nécessaire pour imposer un financement du service public à hauteur des besoins !

Pour étudier dans de bonnes conditions, nous devons nous mobiliser !

Nous appelons donc les étudiants à se saisir de toutes les échéances existantes pour se faire entendre, et en allant manifester aux côtés des personnels et des enseignants le 17

octobre prochain.

Nous revendiquons :

- Un plan pluriannuel ambitieux de créations d'emplois titulaires d'enseignants-chercheurs, de chercheurs, d'ingénieurs, d'administratifs et techniciens pour résorber la précarité et répondre aux besoins en matière d'enseignement supérieur et de recherche
  - Une augmentation significative du financement de base par l'Etat pour les formations, les labos et les services
  - La reconnaissance des diplômes dans les conventions collectives
  - Des rallonges budgétaires immédiates pour assurer l'accès et la réussite de tous les étudiants
- UNEF, les Jeunes écologistes, UEC, JC, Jeunes d'Ensemble !, Jeunes socialistes, UNL, jeunes PG, jeunes GU